

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 juillet 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 22 de la loi du 1er mars 2000 créant un Institut des juristes d'entreprise", a donné le 10 juillet 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 juli 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 22 van de wet van 1 maart 2000 tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen", heeft op 10 juli 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... door de omstandigheid dat artikel 22 van de wet van 1 maart 2000 tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen, bepaalt dat de raad en de beroepscommissie voor de eerste keer worden opgericht binnen 6 maanden na de inwerkingtreding van deze wet, na een verkiezing die door toedoen van de minister van Justicie wordt georganiseerd;

Overwegende dat deze verkiezing een hele organisatie met zich meebrengt die slechts kan aanvangen na de inwerkingtreding van dit besluit,".

*

* *

Examen du projet

Intitulé

Il n'est pas recommandable, en principe, que l'intitulé d'un arrêté se borne à rappeler que cet arrêté constitue l'exécution d'une loi. Mieux vaut, lorsque la chose est possible, donner aux arrêtés un intitulé propre. Il est, dès lors, suggéré d'écrire:

"Arrêté royal fixant les modalités des premières élections du conseil et de la commission d'appel de l'Institut des juristes d'entreprise.".

.../...

Préambule

A l'alinéa 1er, il y a lieu de viser, de manière plus précise, l'article 22, §§ 1er et 3.

Dispositif

Article 4

1. L'alinéa 3 doit être revu.

D'une part, il n'apparaît pas clairement si les administrateurs de l'Association belge des juristes d'entreprise seront désignés d'office comme candidats ou si seuls les volontaires seront pris en considération. Il est évident que nul ne peut être candidat s'il n'est pas volontaire.

Par ailleurs, plus fondamentalement, s'il n'y a pas suffisamment de candidats, il convient de publier un nouvel appel dans le Moniteur belge et non de s'adresser aux seuls administrateurs d'une personne morale de droit privé déterminée. L'Association belge des juristes d'entreprise ne peut se voir conférer aucun rôle particulier dans les élections au conseil ou à la commission d'appel de l'Institut des juristes d'entreprise (1). Il est renvoyé également aux développements faits sous l'article 14.

(1) Lors des travaux préparatoires de la loi du 1er mars 2000, précitée, il a été décidé "de ne plus recourir, pendant la phase transitoire, à l'intervention de l'ASBL 'Association belge des juristes d'entreprise'" (Rapport fait au nom de la Commission de la Justice par M. DESMEDT, Doc. parl., Sénat, sess. 1998-1999, n° 1-45/6, p. 93).

2. Il convient de prévoir que si le nombre de candidats à un siège au conseil est inférieur ou égal au nombre de places à pourvoir, aucune élection n'aura lieu. La même observation vaut pour la commission d'appel, étant entendu que dans ce cas, il faut tenir compte du fait qu'il y a des membres effectifs (les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages) et des membres suppléants (les deux candidats suivants en ce qui concerne le nombre de suffrages).

Article 6

Au paragraphe 1er, 5°, la précision selon laquelle l'électeur doit faire suivre la mention "afzender - expéditeur" de ses nom, prénom, domicile et signature, inscrits lisiblement en caractères d'imprimerie, trouverait mieux sa place à l'article 7, alinéa 4.

Article 8

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de l'alinéa 1er, dès lors que l'article 6, § 1er, 5°, prévoit déjà que l'enveloppe porte l'adresse du Ministère de la Justice.

2. Il y a contradiction entre les alinéas 2 et 3. Selon la représentante du ministre, la règle se trouve édictée à l'alinéa 2. L'alinéa 3 ne formule qu'un conseil pour les électeurs. Il convient, dès lors, d'omettre l'alinéa 3.

.../...

Article 10

Il convient de prévoir que les enveloppes qui portent les coordonnées d'une personne ne figurant pas sur la liste des électeurs sont écartées.

Article 13

1. A l'alinéa 1er, 3°, il y a lieu de préciser que sont visés les sièges effectifs et les sièges suppléants.

2. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire que les bulletins nuls sont séparés - et non défalqués - du nombre total des bulletins de vote.

Article 14

Le paragraphe 3, alinéa 2, dispose que si plusieurs candidats obtiennent un nombre égal de suffrages, la préférence est donnée au candidat qui exerce les fonctions d'administrateur au sein de l'Association belge des juristes d'entreprise.

L'exercice d'une fonction au sein d'une personne morale de pur droit privé déterminée n'est pas un critère de distinction compatible avec le principe de l'égalité des Belges consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution. Le fait, pour un candidat, de ne pas être administrateur de l'Association belge des juristes d'entreprise n'implique pas que ce candidat n'aurait pas les qualités

.../...

nécessaires pour être membre du conseil ou de la commission d'appel de l'Institut des juristes d'entreprise. En outre, s'agissant d'une élection, seul un critère neutre, tel l'âge du candidat ou un tirage au sort, peut être admis pour départager ceux qui ont obtenu un même nombre de suffrages. Il en est d'autant plus ainsi que l'Association belge des juristes d'entreprise soutiendra peut-être certains candidats et sera, dès lors, partie prenante à l'élection. Ses membres, ou certains de ses membres, ne peuvent évidemment être avantagés par rapport aux autres candidats. Enfin, la liberté d'association consacrée par l'article 27 de la Constitution et l'article 11 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales implique également la liberté de ne pas s'associer. L'on peut, dès lors, se demander dans quelle mesure le projet ne porte pas atteinte à cette liberté de ne pas s'associer en donnant aux membres d'une association - et même d'une association bien déterminée - un avantage dans une compétition électorale.

Il est à noter que la nécessité de départager des candidats ayant obtenu un nombre égal de suffrages ne se présentera que si ces candidats entrent en compétition pour la dernière place à pourvoir, en tant que membre effectif ou suppléant. Dans les autres hypothèses, ces candidats seront tous deux élus.

Article 16

Cet article utilise l'expression "Au plus tard quinze jours après les élections" alors que le reste du projet vise en général le jour du dépouillement et non de

.../...

l'élection. Il y a lieu d'utiliser dans tout le projet les mêmes termes lorsque ceux-ci désignent une même chose.

Observation finale de légistique

Il y a lieu d'omettre les dispositions du projet qui ne font que reproduire des dispositions déjà contenues dans la loi du 1er mars 2000, précitée. Tel est notamment le cas pour tout ou partie des articles 1er et 3.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"... door de omstandigheid dat artikel 22 van de wet van 1 maart 2000 tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen bepaalt dat de raad en de beroepscommissie voor de eerste keer worden opgericht binnen 6 maanden na de inwerkingtreding van deze wet, na een verkiezing die door toedoen van de Minister van Justitie wordt georganiseerd.

Overwegende dat deze verkiezing een hele organisatie met zich meebrengt die slechts kan aanvangen na de inwerkingtreding van dit besluit,".

*

*

*

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

In principe is het niet raadzaam om in het opschrift van een besluit alleen aan te geven dat dit besluit voorziet in de tenuitvoerlegging van een wet. Het is beter besluiten, indien mogelijk, van een eigen opschrift te voorzien. Er wordt dan ook voorgesteld het opschrift als volgt te formuleren :

.../...

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de eerste verkiezing van de raad en de beroepscommissie van het Instituut voor bedrijfsjuristen".

Aanhef

In het eerste lid behoort meer in het bijzonder naar artikel 22, §§ 1 en 3, te worden verwezen.

Dispositief

Artikel 4

1. Het derde lid behoort te worden herzien.

Ten eerste blijkt niet duidelijk of de bestuurders van de Belgische Vereniging van bedrijfsjuristen ambtshalve als kandidaat zullen worden aangewezen dan wel of alleen de vrijwilligers onder hen in aanmerking zullen worden genomen. Het spreekt vanzelf dat niemand kandidaat kan zijn als hij zich niet vrijwillig opgeeft.

Ten tweede, en fundamentele, moet, wanneer er niet genoeg kandidaten zijn, een nieuwe oproep in het Belgisch Staatsblad worden gepubliceerd in plaats dat men zich alleen richt tot de bestuurders van een welbepaalde privaatrechtelijke rechtspersoon. Aan de Belgische Vereniging van bedrijfsjuristen kan geen enkele bijzondere rol worden opgedragen bij de verkiezing van de raad of van de beroeps-

.../...

commissie van het Instituut voor bedrijfsjuristen (1). Voorts wordt verwezen naar de uiteenzetting onder artikel 14.

2. Er dient te worden bepaald dat geen verkiezing plaatsheeft wanneer het aantal kandidaten voor een zetel in de raad kleiner is dan of gelijk is aan het aantal te vervullen plaatsen. Deze opmerking geldt tevens voor de beroepscommissie, met dien verstande dat in dat geval rekening moet worden gehouden met het feit dat er werkende leden zijn (de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald) en plaatsvervangende leden (de twee kandidaten die op dezen volgen qua stemmenaantal).

Artikel 6

De bepaling in paragraaf 1, onderdeel 5°, dat de kiezer onder de vermelding "afzender - expéditeur" in leesbare hoofdletters zijn naam, voornaam, woonplaats en handtekening moet aanbrengen, zou beter op haar plaats zijn in artikel 7, vierde lid.

(1) Tijdens de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 1 maart 2000 is beslist "om gedurende de overgangsfase geen beroep meer te doen op de VZW 'Belgische Vereniging van Bedrijfsjuristen'" (Verslag namens de commissie voor de Justitie uitgebracht door de heer DESMEDT, Gedr. St., Senaat, zitting 1998-1999, nr. 1-45/6, blz. 93).

Artikel 8

1. De Raad van State ziet niet in welk nut het eerste lid heeft, aangezien artikel 6, § 1, onderdeel 5°, reeds bepaalt dat de envelop voorzien is van het adres van het Ministerie van Justitie.

2. Het tweede en het derde lid zijn met elkaar in tegenspraak. Volgens de gemachtigde van de minister bevat het tweede lid de regel. In het derde lid wordt alleen een raad geformuleerd voor de kiezers. Bijgevolg dient het derde lid te vervallen.

Artikel 10

Er behoort te worden bepaald dat enveloppen waarop de gegevens staan van een persoon die niet op de kiezerslijst voorkomt, terzijde worden geschoven.

Artikel 13

1. In het eerste lid, onderdeel 3°, moet worden aangegeven dat het om de zetels van zowel de werkende leden als de plaatsvervangende leden gaat.

.../...

2. Het is beter om in het tweede lid te schrijven dat de ongeldige stembriefjes niet afgetrokken, maar gescheiden worden van het totale aantal stembriefjes.

Artikel 14

Paragraaf 3, tweede lid, bepaalt dat wanneer verschillende kandidaten eenzelfde aantal stemmen hebben behaald, de voorkeur gaat naar de kandidaat die bestuurder is van de Belgische Vereniging van bedrijfsjuristen.

De uitoefening van een functie binnen een welbepaalde, louter privaatrechtelijke rechtspersoon is geen criterium van onderscheid dat kan samengaan met het gelijkheidsbeginsel vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Dat een kandidaat geen bestuurder is van de Belgische Vereniging van bedrijfsjuristen betekent nog niet dat die kandidaat niet over de noodzakelijke kwaliteiten beschikt om lid te zijn van de raad of van de beroepscommissie van het Instituut voor bedrijfsjuristen. Aangezien het om een verkiezing gaat, kan bovendien alleen een neutraal criterium, zoals de leeftijd van de kandidaat of een loting, worden aanvaard om een keuze te maken onder kandidaten die evenveel stemmen hebben behaald. Dat geldt des te meer daar de Belgische Vereniging van bedrijfsjuristen misschien bepaalde kandidaten zal steunen en bijgevolg bij de verkiezing betrokken partij zal zijn. Haar leden of bepaalde van haar leden mogen uiteraard niet bevoordeeld worden ten opzichte van de andere kandidaten. Ten slotte houdt de vrijheid van vereniging, die verankerd

.../...

is in artikel 27 van de Grondwet en in artikel 11 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, tevens de vrijheid in om zich niet bij een vereniging aan te sluiten. De vraag rijst dan ook in hoeverre het ontwerp geen inbreuk pleegt op die vrijheid om zich niet bij een vereniging aan te sluiten, doordat aan de leden van een vereniging - en zelfs van een welbepaalde vereniging - een voordeel wordt gegeven in een verkiezingsstrijd.

Op te merken valt dat tussen kandidaten die evenveel stemmen hebben behaald alleen een keuze zal moeten worden gemaakt wanneer die kandidaten tegenover elkaar staan voor de laatste te vervullen plaats, hetzij als werkend lid, hetzij als plaatsvervangend lid. In de andere gevallen worden die kandidaten immers beiden verkozen.

Artikel 16

In dit artikel wordt de uitdrukking "uiterlijk vijftien dagen na de verkiezingen" gebruikt, terwijl in de overige artikelen van het ontwerp doorgaans wordt verwezen naar de datum van de stemopneming en niet naar die van de verkiezing. In heel het ontwerp zou dezelfde uitdrukking moeten worden gebezigd om dezelfde zaak aan te duiden.

.../...

Slotopmerking over de wetgevingstechniek

In het ontwerp dienen de bepalingen te vervallen waarin alleen bepalingen worden overgenomen die reeds in de voormelde wet van 1 maart 2000 vervat zijn. Dat is inzonderheid het geval met de artikelen 1 en 3, geheel of gedeeltelijk.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
Mme I. LEYSEN, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. A. LEFEBVRE,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. I. LEYSEN,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS